

« AVEC LES BIFFINS ?

Engagements ethnographiques en cascades »

L'engagement est désormais une dimension constitutive de la relation ethnographique. Ce n'est plus une simple question de choix politique ou éthique individuel. Qu'il le veuille ou non, l'anthropologue doit désormais répondre à des demandes d'implication, situer son travail au cœur d'une pluralité d'enjeux sociaux et politiques et en assumer la responsabilité. Bruce Albert a montré que la structure de sujétion constitutive de la relation d'enquête classique – qui transforme l'autre en objet d'observation- a été mise à mal par l'émergence des peuples autochtones comme sujets politiques. La nécessité « d'assumer la responsabilité de leur savoir face aux luttes pour la survie, la dignité sociale et l'autodétermination dans lesquels ces peuples sont engagés » (Albert, 1995, p113-114) a fait voler en éclat l'évidence de la neutralité scientifique. En Australie comme à Paris, l'enquête ethnographique se négocie désormais avec des acteurs réflexifs et politiquement significatifs. On ne peut plus faire comme si nous avions comme seul horizon la production de connaissance. Nos textes sont pris dans d'autres enjeux de fixation du sens. Nos analyses peuvent être utilisées comme des ressources stratégiques, des instruments de légitimation ou être réduites à une voix parmi d'autres dans la polyphonie conflictuelle du monde. Nous pouvons faire a priori des choix de postures,¹ mais plusieurs registres d'engagements se nouent fréquemment dans la spirale de l'enquête qui nous embarque toujours au-delà de nous-mêmes.

Ce texte est moins une analyse qu'un témoignage, l'histoire d'une recherche impliquée, d'engagements en cascades. Je m'efforcerai d'objectiver à partir d'un récit d'expérience les différentes places que j'ai pu occuper, ainsi que les différents rôles attribués ou revendiqués par les chercheurs que j'ai pu croiser au fil de l'enquête -car sur tous les terrains que nous arpentons en ville nous devons désormais faire avec de nombreux autres enquêteurs. L'objectif de ce papier est de questionner le rôle du chercheur et des connaissances qu'il produit dans le monde urbain contemporain.

1- Une implication dialectique

L'enquête elle-même commence en juillet 2009, mais les questions qui l'animent résultent en grande partie d'un événement précédent. Il s'agit au départ plus d'implication que d'engagement en ce sens que j'ai été prise dans des situations qui m'ont questionnée, saisie par des événements qui m'ont engagée. En Mars 2009 j'avais été témoin avec un collègue et ami de l'arrestation d'un homme vendant avec sa femme et son très jeune fils des boîtes de conserves sur les trottoirs de Barbès. Pris dans l'événement, nous avons d'abord partagé un

¹ Michel Agier propose celle de « l'engagement raisonné » consistant à « être présent et (à) répondre aux demandes et sollicitations, tout en évitant les trois pièges cumulés de l'élitisme, du populisme et du corporatisme » et en maintenant une indépendance critique (Agier 1997 p 24). Didier Fassin distinguait quant à lui trois figures anthropologiques « appliquée », « critique » et « impliquée » pour rendre compte de la complexification des postures ethnographiques observables depuis la fin des années 1980 (Fassin 1999)

sentiment d'indignation qui nous a précipités dans l'action immédiate. Cette interpellation avait suscité une réaction spontanée de la foule, une sorte de pulsion de solidarité que nous nous sommes ensuite efforcés d'analyser (Milliot, Tonnelat 2013). L'événement déclencha une multitude de questionnements sur l'ordre public, les conflits d'espace public et la visibilité croissante de ces hommes et femmes vendant à même le sol boîtes de conserves, vêtements usagés et petits objets visiblement récupérés. L'événement m'amena à rencontrer des vendeurs de rue qui m'aiguillèrent Porte Montmartre où existait un gros marché informel. J'ai commencé l'enquête à la fin du printemps et l'ai inscrite -en tordant un peu le projet initial sur la base duquel nous avons décroché l'appel d'offres- dans le cadre d'un programme « culture et territoires en ile de France » du PUCA.



Le marché de la porte Montmartre (photo Virginie Milliot)

Le marché de la Porte Montmartre et les Biffins de l'association Sauve Qui Peut

Dans ce quartier populaire en bordure du périphérique, aux marges des puces de Saint Ouen, les habitants étaient excédés par les débordements du marché qu'ils qualifiaient de « sauvage ». Les vendeurs de peu –cantonés jusqu'alors sur la zone frontière entre Saint-Ouen et le 18^e– étaient de plus en plus nombreux. Ils occupaient désormais des espaces au cœur du quartier. Pour interpellier les pouvoirs publics et limiter ce qu'ils ressentaient comme une invasion, des habitants avaient décidé d'occuper physiquement l'entrée du mail Binet durant tout l'été. Ils s'installaient les jours de marché avec tables et chaises derrière des rubans de chantier et un écriteau expliquant à destination des badauds « *Petit déjeuner entre voisins. Nous ne vendons pas, nous ne donnons pas, nous n'offrons pas le café* ». La tension était palpable, des vendeurs et habitués du marché s'énermaient devant cette frontière et les

interactions oscillaient entre indifférence feinte et agressions verbales. Au milieu de ce tohubohu, des personnes équipées d'un brassard au nom de l'association Sauve qui Peut s'efforçaient de réguler le marché : ils empêchaient les déballages devant les immeubles d'habitation, incitaient les vendeurs à ne pas laisser de déchets derrière eux, tentaient de calmer les plus agressifs. Cette association était née en 2006 de la rencontre entre un concierge, conseiller d'arrondissement (élu Vert) scandalisé par la violence des scènes de répression dont il avait à plusieurs reprises été témoin et quelques vendeurs prêts à s'organiser pour changer les choses. Le noyau des membres actifs était composé d'un ancien syndicaliste, d'un retraité ayant participé à un mouvement de grève de la faim pour l'obtention de ses papiers et deux sans-abris luttant chaque jour pour leur survie, tous d'origine maghrébine. Épaulés dès 2007 par un comité de soutien constitué d'habitants (membres d'amicales de locataires, d'associations et du conseil de quartier), de militants (du DAL, des Verts, du NPA) et d'amoureux des puces populaires, les vendeurs de la Porte Montmartre se sont organisés pour lutter contre la répression policière qu'ils subissaient².

Lorsque je les ai rencontrés, ils se réunissaient deux fois par mois depuis deux ans pour imaginer des scénarios de légalisation du marché et organiser la lutte. Ils s'étaient renommés « biffins » afin de déjouer le stéréotype du « marché des voleurs » qui leur était apposé et avaient trouvé, avec la complicité des Verts, une noblesse dans le recyclage. Ils organisaient régulièrement des réunions avec les habitants pour trouver des solutions pragmatiques aux problèmes de propreté et d'accessibilité soulevés par ces derniers, ils lançaient des pétitions, écrivaient des courriers aux élus, participaient à toutes les réunions publiques leur permettant de prendre la parole. Chaque fois qu'ils manifestaient ou organisaient un événement, ils s'assuraient d'une couverture médiatique. Le fils d'un membre du comité de soutien avait réalisé un blog (<http://biffins.canalblog.com>) où étaient postés des témoignages, des compte-rendu d'action, des articles et reportages de journalistes sympathisants. Un café associatif du quartier, le Petit Ney, soutenait cette mobilisation et rendait compte des avancées de la lutte dans son journal mensuel. Les biffins avaient plusieurs fois mesuré l'impact des médias sur l'opinion des élus. Ils racontaient comment l'émission de Daniel Mermet, « les biffins se rebiffent » dans *Là-bas si j'y suis* du 9 janvier 2009 avait aidé à accélérer leur dossier auprès de l'équipe municipale. Ils avaient donc appris à guider les journalistes sur le terrain et savaient échanger avec d'autres mondes. Ils affirmaient qu'il était de leur intérêt de s'associer à « *des personnes qui peuvent écrire et expliquer* ».

Ils comptaient dans leur rang un sociologue retraité, habitant du quartier, qui avait beaucoup contribué à légitimer leur combat « *c'était une vraie force de l'avoir avec nous* », « *il parlait sur un plan historique, avec des références* », « *avait les mots justes* », faisaient de « *beaux discours* » qui clouaient le bec aux élus récalcitrants. Il y avait aussi la « petite », Mélanie, une doctorante en anthropologie qui s'était installée pour vendre et faire de l'observation participante quelques mois auparavant. Elle était appréciée des vendeurs et quelques militants de l'association connaissaient son statut. Les biffins mobilisés avaient également accueilli et guidé un an auparavant les chercheurs de l'ADIE (association pour le

² S'ils se sont appuyés pour ce faire sur des ressources et des compétences tirées de leur propre combat pour la survie (Duclos 2014) et d'expériences passées de luttes, la dynamique collective du comité de soutien a été un indispensable moteur.

droit à l'initiative économique). Sur commande de la Délégation à la Politique de la Ville et à l'Intégration, la Direction du Développement économique et de l'Emploi de la ville de Paris, ils avaient réalisé une étude visant à informer l'action politique. Restituées en septembre 2008, leurs conclusions avaient pris à contre-pied le maire du 18^e qui refusait obstinément jusqu'alors tout scénario de légalisation de ce marché. Le rapport montrait que les 400 vendeurs de la Porte Montmartre n'étaient pas, dans leur grande majorité, dans une situation « leur permettant l'accès au marché du travail », ni par la création d'entreprise, ni par des filières d'insertion. Majoritairement d'origine étrangère, les retraités, sans-papiers et salariés précaires qui vendaient Porte Montmartre n'étaient pas à la marge des systèmes d'aide publique « *l'accès aux droits est correct, ce sont les droits qui ne sont pas suffisants* ». La quasi totalité des vendeurs vivait sous le seuil de pauvreté et les revenus dégagés par cette activité dépassaient rarement 15 euros journaliers. Les auteurs préconisaient par conséquent plusieurs solutions de légalisation de l'activité des biffins³. Ce rapport avait donné une légitimité aux revendications de l'association. Ces expériences préalables avec des enquêteurs sympathisants facilitèrent certainement mon entrée sur le terrain.

³ 1) Maintenir l'activité des biffins en l'encadrant,

-En créant un statut ad hoc géré par une association ou les municipalités, en attribuant une carte sur le modèle des musiciens de la RATP. L'encadrement était envisagé non comme une nécessité de régulation de l'activité mais comme une reconnaissance de l'activité des biffins. L'acteur associatif pouvait être Sauve qui peut, une association de quartier ou nationale, des « adultes relais », avec la mise en place de permanences régulières d'un travailleur social sur le terrain.

-En créant un statut légal plus universel dans le cadre des réformes actuelles facilitant l'auto-entreprenariat. Deux possibilités : immatriculation allégée et cotisations sociales extrêmement faibles, en utilisant l'article 20 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2008 (concernant les activités économiques réduites à fin d'insertion) ou l'article 1 et 3 de la Loi de Modernisation de l'économie (statut simplifié pour les petits entrepreneurs).

2) Maintenir l'activité des biffins en modifiant sa forme et /ou l'emplacement (formule dépôt-vente en lien avec le marché aux puces, création d'emplacements de vente dans Paris dans des espaces accolés au CCAS ou équivalents.

3) Intégrer les biffins dans la filière en construction des ressourceries



Mobilisation des biffins (source : le journal du Petit Ney, n° 147, Mars 2008)

L'enquête et sa restitution

L'enquête ethnographique a duré un peu plus d'un an. La Municipalité a finalement accepté une légalisation encadrée du marché. Le « carré des biffins », géré par les travailleurs sociaux de l'association Aurore, a vu le jour en Octobre 2009. J'ai suivi la mise en place de ce qui était présenté comme un « espace d'accompagnement social innovant ». J'ai réalisé des entretiens avec les biffins, les membres du comité de soutien, les salariés de l'association Aurore, j'ai participé à différentes réunions et manifestations de Sauve qui Peut et passé des heures sous le pont du périphérique et dans les rues alentours où les vendeurs sans places sur le carré continuaient à vendre.

Chaque weekend end, je plongeais dans l'ambiance du marché, dans cette foule dense qui se formait autour des étals précaires de vendeurs de tout et de petits riens. Je me faufilais entre les corps qui se bouscuaient dans l'espace réduit conquis par ce marché éphémère. Transactions vives, urgentes et nécessaires. Comme une vague, le marché apparaissait, puis s'évanouissait quand les gardiens de l'ordre débarquaient, en voiture ou à cheval. La foule compacte qui s'affairait quelques minutes plus tôt s'évaporait. Dès qu'uniformes et bennes disparaissaient, le marché se reformait aussitôt et la petite foule avec. Je circulais d'un étal à l'autre, négociant des bottines, des livres ou des boucles d'oreille. J'observais le marchandage miné de malentendus entre un chinois et un tunisien qui ne partageaient ni la même langue, ni la même évidence gestuelle, participais à des discussions autour de la valeur d'un objet, étais prise à partie dans un conflit. Nombre d'habituéés de ce marché savourent l'art de la conversation anonyme et sont prêts à échanger avec toute personne disposée à prendre le temps. J'écoutais les commentaires sur le marché, les gens et les objets, les récits des vies d'avant qui invariablement venaient expliquer dans la continuité ou la rupture la vente dans la rue. Des histoires dures souvent, qui me nouaient le ventre. Des malheurs à répétitions, des

difficultés cumulées, plus que je ne pourrais jamais supporter. Des histoires invraisemblables de vies à rebondissement. D'une semaine à l'autre des liens plus ténus se sont noués avec quelques personnages singuliers : des biffins et biffines de l'association Sauve qui Peut auprès de qui je faisais toujours une halte pour échanger des nouvelles et des objets, des habitués qui aimaient converser et des vendeurs sans place que le hasard m'amenait à retrouver.

J'ai terminé l'écriture d'un premier rapport en Novembre 2010 (Milliot 2010). Je l'ai restitué aux biffins, travailleurs sociaux et élus rencontrés sur le terrain. Il a circulé sous le pont du périphérique et quelques biffins et habitués m'ont par la suite interpellée pour en discuter. Il ne s'agissait pas pour moi d'un acte de « charité épistémologique » (Abélès 2002) ni d'une tentative de déculpabilisation -visant à contrebalancer l'intrusion inaugurale qui caractérise la démarche ethnographique. Je m'efforçais de mettre en œuvre cette posture « d'implication vigilante » enseignée par Jean Métral (Lettre de l'ARA 2003). La pratique de l'anthropologie qu'il nous a enseignée suppose que l'on assume la responsabilité de nos textes, que l'on accepte de prendre le risque de la confrontation des regards et des points de vue, le risque du débat avec les acteurs concernés. Les membres de l'association Sauve Qui Peut étaient particulièrement sensibles à la question de l'image et nous avons âprement discuté certains points du rapport. L'un d'entre eux, biffeur de bons mots et écrivain compulsif, m'a transmis treize pages manuscrites de commentaires et corrections. Je n'ai eu aucun retour des travailleurs sociaux et seul Roger Madec, Maire du 19^e, m'a envoyé un courrier qui ressemblait plus à un accusé de réception qu'à une invitation au débat. « *Vos textes sont trop longs, les élus n'ont pas le temps de les lire* » me confiait un salarié de la Mairie du 18^e, « *il faut que vous appreniez à faire des notes synthétiques* ». Décalage de la lenteur de nos méthodes, de la longueur de nos textes. Nous ne savons réduire la complexité du monde en notes et mots-clefs.



Évacuation du marché Porte Montmartre (Photo Virginie Milliot)

La démobilisation du comité de soutien

La mise en place du carré des biffins a généré de fortes tensions au sein de l'association Sauve qui Peut et une démobilisation de son comité de soutien. Dans la phase finale de mise en place du carré, ni les membres de l'association ni les élus Verts qui avaient porté les revendications des biffins dans l'arène municipale n'ont été associés. Les critères d'intégration et les modalités d'encadrement ont été définis par la Mairie du 18^e et l'association Aurore. Dans un dernier bras de fer, Sauve qui Peut a réussi à imposer une liste de soixante quatre noms de vendeurs. Certains biffins et soutiens pensaient qu'il fallait accepter le dispositif et essayer d'infléchir les critères imposés de l'intérieur. Mais cela les obligeait à agir dans un cadre défini que d'autres refusaient en bloc. Quelques biffins refusaient de se considérer comme des personnes à insérer et de « *plier face au piège de la charité* ». Avec quelques soutiens, ils voulaient continuer à lutter pour l'obtention d'un marché autogéré. Ils avaient imaginé différents scénarios de légalisation qui tous passaient par une organisation collective et cet encadrement social était pour eux un échec. Le carré était par ailleurs nettement sous-dimensionné par rapport au nombre de vendeurs concernés - cent places pour une population estimée à environ 2000 sur l'ensemble des sites. Les élus du 18^e avaient accompagné l'annonce de sa création d'une double réserve, le carré ne serait viable que si d'autres marchés étaient créés dans différents arrondissements. Toute personne vendant en dehors des places autorisées s'exposait par ailleurs à une verbalisation avec saisie du matériel vendu. L'acceptation implicite de la répression des sans-places que supposait le dispositif était insupportable pour certains biffins et soutiens qui prirent alors leurs distances. La question Rom fut le troisième sujet de conflit. Parce que les anciens biffins rejetaient ces derniers arrivés avec des mots que ne supportaient pas des membres du comité, profondément antiracistes, ils préférèrent se retirer. L'arrivée de ces femmes et de ces enfants dans des situations de dénuement extrême reposait par ailleurs la question de l'encadrement. S'ils avaient pu imaginer un encadrement autogéré, certains soutiens considéraient désormais qu'une présence de l'Etat via une association de travailleurs sociaux était nécessaire. Le comité de soutien des biffins de la porte Montmartre n'a pas survécu à la mise en place du carré.

2- L'engagement

Le collectif de soutien des biffins d'Ile de France

Les vendeurs sans places se sont installés dans le bas Belleville, à Montreuil, à Bagnolet... En réponse aux tensions générées par cette occupation de l'espace public, un nouveau collectif de soutien aux biffins d'Ile de France s'est constitué en mars 2011. Si l'action collective de la Porte Montmartre avait principalement été le fruit d'une rencontre entre des habitants et des biffins fréquentant ce quartier depuis de longues années, ce collectif a d'emblée réuni en sus des riverains et des vendeurs –du 18^e et de Belleville– des personnes se définissant comme des représentants de différentes « organisations » : Parti de Gauche, Europe Écologie Les Verts, Parti Communiste Français, Alternative Libertaire, Les

Alternatifs, La Fédération pour une alternative sociale et écologique, Le 20e avant tout, Réseau Éducation sans Frontière-, Ligue des Droits de l'Homme, Fondation France Libertés, Droit au Logement-, Aurore, Sauve qui Peut, Collectif anti Loppesi, l'Appel et la Pioche, Comité des Sans Logis, Centre Social Aires 10.

A l'invitation des biffins de la Porte Montmartre, j'ai assisté aux premières réunions et me suis finalement impliquée avec une géographe, Hélène Balan, qui débutait sa thèse. Les objectifs de ce collectif étaient les suivants : recenser les alternatives possibles à la répression, élaborer des argumentaires pour interpeler les élus et collectivités concernées, faire « un travail d'éduc pop et d'agit' prop' » contre les logiques de répression et « d'opposition des citoyens entre eux », aider les biffins de Belleville et de la porte de Montreuil à s'organiser en collectif ou en association « dans le strict respect de leur auto-organisation » et enfin soutenir et accompagner concrètement les Biffins, d'un point de vue juridique notamment. Ma connaissance du marché de la Porte Montmartre, de la mobilisation des biffins et des difficultés rencontrées par les travailleurs sociaux dans la mise en place du carré pouvait aider le collectif. C'est donc en tant que citoyenne, préoccupée par les difficultés des personnes vivant de ces marchés et par les conflits générés par leur installation, avec mes compétences d'anthropologue, que je me suis investie dans ce collectif.

Il s'agit d'un deuxième moment dans cette histoire, la lutte s'est déplacée de la Porte Montmartre à Belleville et je suis passée de l'implication à l'engagement -comme choix, orientation des activités vers un objectif commun. Ce passage d'une implication ethnographique à un engagement civique ou politique modifie le sens de l'ethnographie : elle « n'est plus à elle-même sa propre fin : elle est une activité qui a une valeur sociale, qui produit des effets, ordonne des enjeux intéresse des acteurs, suscite des débats, au-delà de l'arène académique » (Cefaï 2010 , p 450). La frontière entre ces formes d'engagement n'est pas toujours claire. Durant cette seconde période de terrain, il y a passage au « nous » dans l'action et prise de parti dans les discussions publiques. Je continue à prendre des notes durant les réunions -que j'ai systématiquement enregistrées avec l'accord des participants- tantôt pour fixer ce qui me semble important pour l'action, pour garder la trace de ce qui a été dit à destination des absents, tantôt pour décrire la situation, les interactions, la confrontation des points de vue. L'ethnographie produit à la longue une déformation de l'œil, un intérêt pour la diversité des rapports à soi, à l'autre, au monde, une curiosité vis à vis de la complexité que l'on ne peut juguler.

L'ambiance des toutes premières réunions était assez incroyable. Il y avait du monde, des habitants, des biffins, des élus et des militants, des hommes et des femmes, des sans-papiers et des représentants d'organisations, des bien-habillés et des personnes qui dormaient à la rue. La parole tournait, posée et sure d'elle-même dans la bouche des uns, hésitante, tremblante et confuse dans celle des autres. Les mots étaient forts, chargés d'émotion de part et d'autres. Dans les conseils de quartier des quatre arrondissements concernés, le 10^e, le 11^e, le 19^e et le 20^e, des débats tendus avaient déjà éclaté au sujet de ces marchés de la misère. Les riverains se plaignaient de l'encombrement des trottoirs, de la saleté des rues et exigeaient un retour à l'ordre public. Des altercations violentes opposaient quotidiennement des commerçants et des riverains aux vendeurs... En réponse certains habitants avaient impulsé une enquête, observé les marchés, établi des statistiques et ils cherchaient des solutions à cette

situation qu'ils trouvaient à plus d'un titre, humainement intolérable. Le sentiment d'une urgence à agir était partagé par les membres du collectif.

Nous nous sommes retrouvés chaque semaine dans le centre social du Bas Belleville ou dans des cafés du quartier jusqu'au début de l'été pour mettre en place plusieurs actions. Trois groupes ont été créés, le premier avait pour mission d'informer les biffins de Belleville et de les mobiliser, le second de distribuer des tracts et d'échanger avec les commerçants et les riverains et enfin le troisième de recenser les projets et de rédiger des notes à destination des élus.

Des enquêtes qui restent lettre morte

Nous avons rédigé plusieurs textes faisant le point sur la situation, éclairant le profil des biffins de Belleville et de la porte Montmartre, le nombre et les mouvements de ces marchés. Nous avons envisagé différentes modalités d'intégration des vendeurs –aux marchés forains, aux vide-greniers, dans des marchés solidaires de récupération ou dans un nouveau marché aux puces populaire- différentes solutions juridiques. Nous avons envisagé différents types d'encadrement possible en cogestion avec les biffins et les municipalités. Ces notes ont été envoyées aux élus des arrondissements concernés avec des demandes de rendez-vous. Des vœux ont été déposés par les groupes EELV et apparentés, PG-PC dans les conseils d'arrondissement et le conseil de Paris pour que d'autres expérimentations de légalisation de ces marchés soient autorisées. Sous la pression des élus EELV, le Conseil Régional avait voté un budget d'un million d'euros en 2011 afin de trouver des solutions au problème de la prolifération de ces marchés. Nous pensions avoir les ressources nécessaires pour impulser un changement de situation.



Manifestation 12 juillet 2011 (sources : Les Inrocks⁴)

Mais le collectif s'est rapidement heurté à une fin de non recevoir de la part des pouvoirs municipaux. Les maires concernés s'opposaient catégoriquement à toute installation d'un marché de biffins dans leur quartier : « *Ce n'est pas digne de vivre de ce que l'on trouve dans les poubelles. Vous voulez institutionnaliser la misère, nous ne l'organiserons pas* » répétait Madame Calendra -maire du 20^e- qui appelait quant à elle à une mobilisation des riverains pour exiger des moyens répressifs à la Préfecture. Roger Madec -maire du 19^e- demandait à la Préfecture de démanteler les « marchés sauvages ». Patrick Bloche –maire du 11^e- soutenait les associations d'habitants mobilisées contre les nuisances de ces marchés et refusait toute reproduction de « carré » dans son arrondissement. Rémi Féraud -maire du 10^e restait indécis, parce que ce quartier est un des plus denses de Paris, qu'il ne peut accueillir toute la misère du monde ni concentrer toutes les difficultés. Comme l'analyse très justement Hélène Balan (2014) ces controverses ont révélé les ambiguïtés de l'échelle « locale » promue par les élus et la prévalence des enjeux électoraux et des conflits politico-territoriaux dans ce secteur de Paris.

Les notes, analyses et préconisations envoyées aux élus d'arrondissement par le comité de soutien, restaient lettre morte. La Région Ile de France décidait de son côté de lancer en mai 2011 un appel d'offre pour la réalisation d'une nouvelle étude sur les biffins d'Ile de France, comme préalable à toute décision politique. J'ai alors rassemblé quatre doctorants travaillant sur ces marchés ou sur l'économie de survie de migrants chinois et roms. Après avoir étudié le texte de l'appel à projet nous avons décidé de ne pas répondre. Il n'était laissé aucune liberté de définition ou de choix de problématique aux chercheurs et le contrôle prévu sur les résultats ne nous apparaissait pas acceptable. Contre toute attente, l'association Aurore –gestionnaire du carré- a choisi de sortir de son domaine de compétences pour recruter des chercheurs et répondre à l'appel. Sous la direction de Stéphane Rullac, un géographe (Christian Weiss), un cartographe (Medhi Semchaoui) et un sociologue (Hugues Bazin) ont été recrutés pour réaliser une cartographie des marchés informels et une étude qualitative sur les biffins. Aucun projet ne serait financé par la Région avant la remise du rapport, initialement prévue en décembre 2011.⁵ Le temps de la recherche venait justifier le temps long de l'indécision politique.

Renaud Martin, Chef de cabinet à la Mairie de Paris et membre du collectif de soutien, commandait quant à lui une étude aux étudiantes du programme SPEAP (expérimentation en arts et politique) de Bruno Latour à SciencesPo. Pour renouer le dialogue entre les protagonistes, elles tentèrent « d'inventer une nouvelle forme de représentation de la controverse qui puissent être acceptée par les différents acteurs ». Les étudiantes se sont heurtées à des refus catégoriques qu'elles ont vécu comme des « pressions politiques » et n'ont pas réussi à déplacer la question. L'expérimentation s'est terminée par un pique nique

⁴ <http://www.lesinrocks.com/2011/07/13/actualite/manif-de-biffins-les-vendeurs-a-la-sauvette-ne-veulent-plus-se-sauver-1112333/>

⁵ Le rapport (Rullac 2012) ne fut rendu public qu'en avril 2012. Selon le témoignage des chercheurs lors de la réunion de restitution des résultats de l'étude, le 31 janvier 2013 au local d'Aurore la discussion avec les élus et techniciens de la Région ne fut pas facile. Les chercheurs ont été renvoyés sur le terrain à la recherche de marchés informels hors de Paris, leurs résultats ignorés ou méprisés...

apéro confus le 01 juin 2012. Elles ont tenté de mêler biffins et riverains lors de la fête des voisins, mais les premiers, hors marché n'étaient pas reconnaissables et les seconds ne s'étaient déplacés que pour exprimer leur colère et renvoyer les étudiant(e)s à leurs études « Vous n'habitez pas là, qu'est-ce que vous faites ici ? ». Ils sont restés en bordure de l'espace signalé par des ballons et des tables avec l'attitude de ceux qui veulent en découdre. Une artiste déguisée de guenilles est venue mimer une vente dans la rue, mais l'attention des participants était captée par les discussions animées des riverains. Une élue du 20^e en campagne est venue déposer des tracts du front de gauche sur les tables. Pour éviter des incidents avec la police, une étudiante a conseillé à un vieil homme qui installait des objets à vendre sur le trottoir de remballer, celui ci est parti en hurlant « Mêlez-vous de ce qui vous regarde, j'ai travaillé toute ma vie ici, j'ai construit les routes les immeubles avec mes mains. Racistes ! ». « Il est fou », commentaient les biffins présents. Des hommes à la rue se servaient sans réserve sur les tables de cet apéro providentiel et le buffet fut rapidement épuisé, l'événement noyé dans la foule de la sortie du métro Ménilmontant.

Au nom de qui?

Les biffins, nombreux aux premières réunions du collectif les ont rapidement désertées. Certains avaient imaginé pouvoir obtenir une carte et trouver rapidement une solution, l'urgence de la survie a rapidement pris le dessus. Seuls les membres de l'association Sauve qui Peut ont participé dans la durée aux différentes actions et réunions.

Les maires des arrondissements concernés refusaient de reconnaître la légitimité du collectif de soutien -qu'ils considéraient comme un « collectif politique »- et des biffins mobilisés -parce qu'ils n'étaient pas de Belleville. Aucune représentation n'était légitime. Lorsque qu'un membre du comité de soutien affirmait avoir recueilli la parole des biffins, la Maire du 20^e rétorquait « *mais quels biffins ? Il n'y a pas trois personnes qui parlent la même langue* ». Lorsque le président de l'association Sauve qui Peut réussissait à obtenir un rendez-vous à la Mairie du 20^e pour discuter de la création d'autres marchés, le Directeur de cabinet refusait de le rencontrer s'il était accompagné de membres du comité de soutien. La répression s'était accentuée à Belleville et la vente était plus risquée que jamais. Les plus anciens des biffins du quartier -vendant dans la rue depuis parfois trente ans- ne sortaient plus. La démarche du collectif était incompréhensible pour beaucoup de ceux qui débattaient malgré tout. Parce qu'ils ne connaissaient ni ne comprenaient le contexte dans lequel ils venaient de débarquer, fuyant la Tunisie ou la Tchétchénie. Parce qu'ils ne parlaient pas français et avaient peur. Parce qu'ils aspiraient à une activité légale hors de la misère de la vente de rue. Ceux que les vendeurs de la Porte Montmartre réussissaient à faire venir en réunion expliquaient qu'ils ne pouvaient être porte-parole parce qu'ils ne maîtrisaient pas suffisamment le français et n'étaient pas en situation régulière. Quelques biffins et soutiens de Sauve qui Peut continuaient donc à s'investir dans l'espoir qu'une solution soit rapidement trouvée pour les sans places réprimés chaque weekend end aux abords du carré.

La situation semblait totalement bloquée à Belleville. Porte Montmartre, les salariés d'Aurore étaient confrontés à une réalité qu'ils n'avaient pas anticipée. Les postulants au carré semblaient chaque weekend end plus nombreux et démunis. La pression démographique redéfinissait le sens de leur action entre humanitaire et gestion de l'ordre public. Les

travailleurs sociaux s'efforçaient de réajuster leur dispositif mais le doute et l'épuisement gagnait les équipes. Les responsables d'Aurore participaient à des réunions publiques pour rendre compte de leur expérimentation et convaincre les élus récalcitrants de la faisabilité d'une légalisation de cette activité, sans succès.

L'explosion du collectif

La situation s'enlisait, « politique du pourrissement » diagnostiquaient les militants. Les énergies s'épuisaient. Au sein du collectif de soutien des tensions apparurent. La lenteur du processus exacerbait l'impatience de personnes fortement mobilisées depuis de longues années. Un des militants a perdu pied, il s'énervait systématiquement dans les réunions publiques, passait des heures à rappeler les élus pour obtenir un rendez vous, invectivaient sans ménagement les membres du collectif de soutien qui n'étaient pas totalement disponibles. Les élus refusaient de discuter avec lui et exigeaient son expulsion comme préalable à toute discussion. Le collectif refusait. Le militant était totalement investi dans la lutte. Proche des biffins il vivait dans une relative précarité et avait le sentiment d'une urgence à agir, d'une catastrophe à venir. Quelques personnes du collectif de soutien vécurent ses sollicitations comme un harcèlement. L'une d'elle perdit pied à son tour et donna à la Maire du 20^e des documents internes –mail ayant circulé sur la liste du collectif- qui firent l'objet d'une plainte pour outrage. Cet événement fragilisa les liens ténus de confiance qui nous unissaient. Les élus et représentants de partis furent soupçonnés de jouer un double jeu et de travailler en sous main pour les intérêts de leur groupe politique. Des conflits internes se cristallisèrent sur la question de la légitimité à représenter les « biffins ». Des catégories se figèrent. Les « universitaires », « intellectuels », « institutionnels », « technocrates » et « politiciens » furent mis dans le même paquet –j'ai échappé à cette catégorisation du fait de mon implication sur le terrain. Les « carriéristes » et les « privilégiés » furent opposés à ceux qui avaient besoin de ces marchés pour survivre.... Les biffin(e)s de la Porte Montmartre s'efforçaient quant à eux de tempérer « *on a besoin de tout le monde* ». La question de l'exclusion des représentants de partis et des élus fut discutée puis écartée. Une charte éthique fut définie lors d'une réunion de crise pour retisser des liens de confiance, mais le collectif explosa.

3-Etre pris et se reprendre

Les biffins de la Porte Montmartre ont continué à se mobiliser, avec quelques soutiens. Ils m'ont plusieurs fois embarquée pour « parler pour eux » dans des situations où leur parole, noyée par les affects et obscurcie par les préjugés, restait inaudible pour les élus. Le simple fait de me présenter comme maître de conférences, chercheur en anthropologie garantissait des conditions d'écoute. Des élus qui manifestaient une minute plus tôt de l'agacement face au débit agressif d'un militant, de la gêne vis à vis des sanglots d'un biffin épuisé ou de l'impatience en réponse aux propos incohérents d'une femme leur expliquant sa situation par le mauvais œil, se posaient et tendaient l'oreille. La symétrie sociale forçait l'attention et les questions des biffins devenaient audibles. J'ai accepté plusieurs fois de traduire ainsi leurs

revendications. Mais lorsqu'ils m'ont finalement demandé de devenir leur porte parole officiel, j'ai refusé.

Il s'agit pour moi d'un troisième moment dans cette histoire. J'ai oscillé tout au long de l'enquête entre différents modes d'engagement, ne sachant pas toujours pour moi-même sur quoi se fondait et de quoi se nourrissait mon implication : de la curiosité ethnographique ou de la colère initiale, de l'intérêt scientifique ou de l'engagement politique, du plaisir de discuter avec Ben ou de rire avec Jamila. Mais il était pour moi évident que je ne pouvais devenir leur porte parole, ce n'était pas ma place, pas mon rôle. Je pouvais m'engager en tant que citoyenne et anthropologue à leurs côtés, mais ne pouvais porter publiquement leur parole. J'ai continué à participer à quelques réunions du comité de soutien, de Sauve qui Peut, j'ai suivi la mise en place d'une nouvelle association *Amélior*, où se sont retrouvés quelques biffins et membres de notre ancien collectif, tout en refusant de l'intégrer, et j'ai progressivement arrêté le « terrain ».

Un petit marché a été créé Porte de Vanves en 2012, indépendamment de cette dynamique collective, cinquante places ont été attribuées à l'association des biffins de la Porte Didot, en lien avec les puces de Vanves. Dans le 20^e une ressourcerie gérée par Emmaüs Coup de main a ouvert ses portes et fut présentée comme une réponse au problème des marchés informels. Sur le territoire de Montreuil, l'association *Amélior* parvient à organiser régulièrement un marché des biffins sous la Halle de la Croix-de-Chavaux. Mais aucun marché pérenne, aucune légalisation, aucun emplacement n'a jamais été décidé.

Les recommandations de l'étude commanditée par la région sont elles aussi restées lettre morte. Ce travail est aujourd'hui prolongé par la parution d'un livre (Grimaldi, Chouatra 2014) de témoignages et de réflexion où les anciens responsables du carré des biffins remettent en question la pertinence même du travail social dans ce type de situation. Se revendiquant « praticiens-chercheurs », ils réécrivent l'histoire de cette expérimentation et invitent les travailleurs sociaux à dépasser leurs logiques d'action, de traitement individualisé des difficultés, « de la gestion managériale de la souffrance d'autrui » pour accompagner et soutenir des dynamiques collectives comme celle des Sauve qui Peut.

Conclusion : A quoi servent les anthropologues?

Cette enquête sur les marchés de la pauvreté et sur la lutte des biffins parisiens m'a fait croiser la route de plusieurs chercheurs, tous engagés d'une façon ou d'une autre, mais donnant à leurs engagements un sens différent. Les uns s'engagent pour accéder à un matériau à analyser, d'autres mettent leur recherche au service des « dominés ». Ils s'évertuent à redéfinir les acteurs pour les armer contre la stigmatisation (et réécrivent une histoire des chiffonniers) à revaloriser leurs activités pour la légitimer au regard des élus (et construisent au passage leur « culture ») à démontrer leur autonomie politique pour restaurer leur dignité. Certains écrivent ou filment ce qu'ils construisent comme des témoignages pour animer le débat public, d'autres s'efforcent de jouer de la légitimité de leur statut pour forcer la décision politique. Cette expérience m'a également fait croiser la route d'acteurs se faisant chercheurs : des habitants, membres de comité de quartier et des travailleurs sociaux en quête de

compréhension qui s'approprient les outils de la recherche, décrivent, réalisent des entretiens, des statistiques et produisent des textes hybrides.

Il n'est pas facile de trouver sa place et de maintenir le sens de ce que nous faisons dans ces croisements de voix, de textes et de regards. A quoi bon ? Si l'ethnographe doit désormais coopérer avec une diversité d'acteurs engagés il est certainement l'un des seuls à construire une connaissance fondée sur une observation du monde capable de rendre compte de la pluralité des points de vue (BECKER 1967). Si nous réussissons à intégrer dans notre objet l'ensemble des conflits et des coopérations qui font l'enquête, à décrire ce qui se joue dans les différents mondes entre lesquels nous sommes amenés à circuler, à restituer les perspectives des différents acteurs, nous serons en mesure de transformer l'épreuve ethnographique en « moment de vérité » (FASSIN 2008). L'enjeu devient « non pas d'énoncer une vérité infaillible, *sub specie aeternitatis*, mais de fixer des vérités de fait et d'avancer des explications et des interprétations, qui deviendront des points d'accès à un monde commun (partagé, mais disputé) et qui rendront possible, le déploiement d'une pluralité d'opinion » (CEFAÏ 2010 : 458). Dans un monde saturé d'images et de textes décontextualisés, d'une cacophonie de perspectives que l'on ne sait plus resituer, d'une confusion entre les mots et les choses, cette connaissance empirique engagée est plus que jamais importante à cultiver.

Virginie Milliot

Bibliographie

- ABÉLÈS Marc 2002 : « Le terrain et le sous-terrain », in C. Ghasarian (dir.), *De l'ethnographie à l'anthropologie réflexive. Nouveaux terrains, nouvelles pratiques, nouveaux enjeux*, Paris, Armand Colin, pp 35-43.
- AGIER Michel 1997 : « Nouveaux contextes, nouveaux engagements. Comment être sur le terrain aujourd'hui ? » Introduction à Agier Michel (Dir) *Anthropologue en dangers, L'engagement sur le terrain*, Paris, Jean Michel Place.
- ALBERT Bruce 1995 : « Anthropologie appliquée ou « anthropologie impliquée » ? Ethnographie, minorités et développement » in Baré Jean-François (ed) : *Les applications de l'anthropologie : un essai de réflexion collective depuis la France*, Paris, Karthala, pp 87- 118
- A.D.I.E. 2008 : Étude-action sur les biffins. Chiffonniers, récupérateurs, vendeurs de la Porte Montmartre, accessible en ligne sur le site de l'ADIE, http://www.adie.org/sites/default/files/links/Biffins_08.08.pdf, 45 p.
- BALAN Hélène 2014 : « L'institutionnalisation des marchés informels à paris : une situation d'entre-deux dans le gouvernement des espaces publics », in *Carnets de Géographes*, n° 7 Juin.
- BECKER Howard 1967 : « Whose Side Are We On ? » *Social Problems*, 14, pp 239-248
- CEFAÏ Daniel (dir) 2010 : *L'engagement ethnographique*, Paris, Éditions de l'EHESS.
- DUCLOS Mélanie 2014 : « De la lutte pour vivre au combat politique : sur les traces des origines de la lutte des biffins » in *Lien social et Politiques*, n° 71, pp 89-102.

- FASSIN Didier 1999 : « L'anthropologie entre engagement et distanciation. Essai de sociologie des recherches en sciences sociales sur le sida en Afrique » in C. Becker, J.P. Dozon, C Obbo, M. Touré (eds), *Vivre et penser le sida en Afrique*. Paris, Karthala, pp 41-66.
- FASSIN Didier 2008 : « L'inquiétude ethnographique » in Alban Bensa et Didier Fassin (dir) : *Les politiques de l'enquête*, Paris, La Découverte, p p 7-15.
- GRIMALDI, Yvan et CHOUATRA Pascale 2014 : « *De seconde main* ». *Vendeurs de rue et travailleurs sociaux face à face dans la crise*, Paris L'Harmattan.
- MILLIOT Virginie 2013 : « Indignations et mobilisations autour des marchés de la pauvreté à Paris », *Annales de la recherche urbaine*, n° 108, octobre, pp 117-127.
- MILLIOT Virginie et TONNELAT Stéphane 2013 : « Contentious Policing in Paris. The street as space for emotional public solidarity » in *Policing Cities : Urban Securization and Regulation in a 21^e Century World* edited by Randy K. Lippert and Kevin Walby and published by Routledge, pp 191-204.
- MILLIOT Virginie 2010 : « La ville informelle et le travail des marges » in *Les archipels de la Goutte d'Or analyse anthropologique d'une métropolisation par le bas*», LESC, Novembre, 154 p.
- Lettre de l'ARA* (Agence Régionale d'Anthropologie) numéro spécial « Jean Métral : Les implications vigilantes d'un ethnologue du monde contemporain », Mars 2003.
- RULLAC S., BAZIN H., *et al.*, 2012, Étude qualitative portant sur les conditions de vie des biffins en Ile-de-France, Marché public n°110 0292 lot n°2, Association Aurore/BUC Ressources/CERA, 126 p.
- RULLAC S., WEISS C., *et al.*, 2012, Réalisation d'une cartographie localisant les lieux de vente de récupérateurs-vendeurs sur le territoire francilien, Marché public n°110 0292 lot n°1, Association Aurore/BUC ressources/CERA, 74 p.